

Solidaires

Fonction Publique

GIPA supprimée, point d'indice gelé, le gouvernement appauvrit les fonctionnaires.

Le ministre de la fonction publique s'apprêterait à supprimer la GIPA, en l'annonçant dans son agenda social et à travers le projet de loi de finances. Cette garantie individuelle de pouvoir d'achat avait depuis 2008 l'objectif de compenser le gel du point d'indice des fonctionnaires. Elle était réservée aux agent·es dont l'évolution du traitement indiciaire brut sur les 4 dernières années était inférieure à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Cette suppression de la GIPA est annoncée alors même qu'aucune nouvelle évolution des carrières ou qu'aucune augmentation du point d'indice ne soit prévue. L'année 2024 a été une année blanche pour l'évolution salariale des agent·es publics sans même un rattrapage de l'inflation.

Ainsi les agent·es en fin de grille, sans perspective de montée d'échelon, n'ont plus aucune possibilité ne serait-ce que de maintenir l'incidence de leur salaire.

Une fois de plus, aucune réponse n'est apportée à la problématique salariale des agent·es publics. Au contraire, le gouvernement décide de les appauvrir.

Les agent·es publics sont une fois de plus présenté·es à l'opinion publique comme un coût qu'il faudrait réduire. Ils et elles sont au contraire une richesse, tout comme les services publics qu'ils et elles font vivre au quotidien, et qui sont des facteurs de solidarité, de justice et de cohésion sociale.

Face à l'urgence salariale dans la fonction publique, imposons nos revendications !

- Attribution d'un nombre supplémentaire de points d'indice identique pour toutes et tous, a minima 85 points supplémentaires.
- Revalorisation significative du point d'indice
- Indexation de la valeur du point sur l'inflation